

Muhamedin Kullashi

La perception de l'UE dans l'opinion des pays des Balkans de l'Ouest

Dans mon propos je voudrais relever quelques points qui concernent la perception de l'UE dans la région. Tout d'abord, quelques aspects de l'imaginaire politique sur cette relation : p.ex. la perception de l'UE comme un train qui pourra aider les pays de la région à s'en sortir d'un retard considérable dans le domaine économique, social et culturel. A partir de cette représentation, se déploient les débats sur les voies, les moyens et les étapes nécessaires pour accéder à ce train. Une autre image caractéristique, présente dans certains discours, décrit l'UE comme une citadelle qui abrite les richesses, le bien être et la sécurité, et qui se protège par divers mécanismes du contrôle des flux migratoires. A cette image correspond également une critique qui vient de l'intérieur des pays de l'UE, du côté des associations des droits de l'homme. Ainsi, dans un numéro de la revue « Drôle d'époque » (Nancy, automne 2003), qui est consacré au thème des « zones d'attente », Alain Brossat écrit : « les démocraties d'Europe occidentale se cadenassent, se calfeutrent et s'immunisent contre les réfugiés et ce qui persiste des traditions du droit d'asile »

(p.13), et un peu plus loin « Il y a les exigences de la « haute politique » et de la raison d'Etat , et il y a toute cette poussière d'humanité des demandeurs d'asile, des réfugiés : entre les deux, le cœur de ceux qui nous gouvernent ne balance pas, les jeux sont faits ».

Une image plus ancienne, présente dans l'imaginaire des peuples des Balkans de l'Ouest, chacun pour son compte, et qui touche cette relation, qui renvoie au rôle des divers Etats de l'Europe occidentale dans les conflits balkaniques, comme une belle-mère : dans les quelques langues de cette région, ce mot est

utilisé dans ce contexte pour désigner le personnage marqué par son insensibilité, la partialité et l'injustice.

Ces images continuent d'être présentes, sous des formes parfois allusives, dans les discours publics sur les relations Balkans de l'Ouest-l'UE. Mais on retrouve les traces des images similaires, qui sont sensées expliquer les causes du retard dans le développement économique et social dans cette région par un destin historique, par la domination de l'empire ottoman, images qui extériorisent ou réduisent la responsabilité des acteurs politiques et des sociétés locales, même un siècle après le départ des Turcs des Balkans. Et le fait que la Turquie, par ailleurs, frappe, depuis un certain temps aux portes de l'UE provoque de nouveaux phantasmes. A ce propos, Philippe de Villiers, après l'annonce de la date du référendum sur la Constitution, le 29 mai, européenne, en France, croyait avoir découvert la raison exacte du choix de cette date, par le président Chirac : le choix serait fait pour évoquer la prise du Constantinople, 29 mai 1453, par les troupes ottomanes.

Les images citées ne sont pas, cependant, dominantes aujourd'hui dans les diverses expressions de l'opinion publique dans les pays des Balkans de l'Ouest. Au contraire, les dernières années on a pu remarquer plus de réalisme politique dans les représentations et analyses des situations de ces pays. (En évoquant la situation en zones d'attente des Balkans de l'Ouest, de nombreux commentateurs, analystes). Des commentateurs, des représentants de la société civile, mais également des hommes politiques s'évertuent à souligner la nécessité d'accomplir les conditions requises, politiques, juridiques et économiques, pour mériter l'accès à la zone prospère de l'UE. On peut constater un effort d'apprentissage du côté des institutions de ces pays qui devraient répondre aux incitations pédagogiques des responsables de l'UE. Mais, les hommes politiques des pays dans la zone d'attente n'arrivent pas toujours à échapper à la tentation de séduire leurs opinions par des promesses pour une intégration rapide dans l'UE : opérations de séduction qui visent à simplifier

les conditions de l'adhésion et à occulter les problèmes réels, dont les activités mafieuses économique-politiques ne sont pas de moindre importance, mais également leur incompetence et leur irresponsabilité. Ils maquillent de même les résultats des taux de croissance et la réduction de l'inflation, ainsi que le déficit budgétaire ; mais ce dernier point n'est pas le défaut des seuls pays des Balkans de l'Ouest en attente de l'intégration.

la région tentent de fonder une part importante de leur légitimité sur l'orientation et les efforts pour accéder dans les délais les plus courts à l'UE.)

(Ainsi, Après un entretien avec la chef de la diplomatie autrichienne, Ursula Plasnik, le vice-Premier ministre serbe Miroljub Labus, a annoncé que la Serbie et le Monténégro pourraient entrer en UE avant 2012,

Mais les espoirs de ces pays pour une prochaine intégration à l'UE ont été fortement ébranlés après la crise provoquée par les « non » français et hollandais à la Constitution européenne et par l'impasse budgétaire de l'UE. Une partie de l'opinion des ces pays a repris les formules de « séismes » et « catastrophe », utilisés dans les médias français, parmi d'autres, pour décrire la nouvelle situation. Mais déjà avant les résultats des référendums (fin avril) le politologue Bulgare Ivan Krastev, dans « Mediapol » interprétait le « non » probable français à la constitution européenne avant tout comme un non à l'élargissement de l'UE vers les Balkans : *« En Europe de l'Ouest, le sentiment que l'UE s'élargit jusqu'à ne plus être gouvernable se renforce, La plupart des agences de presse et médias occidentaux se font l'écho de la signature du traité d'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie avec des titres qui évoquent « l'accueil des deux pays les plus pauvres d'Europe ».*

Pour Krastev la grande nouvelle, c'est que *« l'Europe, ne craint plus d'arrêter les trains en marche. »* « Selon toute probabilité, les chances que la centrale nucléaire de Kozloduj explose sont minimales, mais l'éventualité de l'explosion de l'adhésion à l'UE est bien réelle. Il rappelle la clause de sauvegarde et la question

irrésolue de la réforme du système judiciaire : « Notre système judiciaire, dit-il, pourrait devenir l'équivalent du « général Gotovina bulgare » ».

Les incertitudes devant le temps à passer dans les zones d'attentes ont provoqué en Croatie également un sentiment d'exaspération et des effets d'euroscpticisme. Ainsi, l'enquête régulière de « Vecernji List » de Zagreb sur la perception par l'opinion publique de la politique européenne révèle que le soutien à l'adhésion de la Croatie à l'UE a de nouveau sensiblement baissé. En ce moment, fin mai, seulement 42,4 % des citoyens croates voteraient pour l'adhésion à l'UE. Pour la première fois, ceux qui sont contre l'adhésion représentent la majorité, avec 44,3%, selon Deana Knezevic.

En Serbie aussi, après la décision de la Commission européenne de donner à la Serbie et au Monténégro un avis positif à l'étude de faisabilité portant sur l'ouverture des négociations en vue d'un accord de stabilisation et d'association on a pu remarquer les signes d'inquiétudes, à la suite de la crise suscitée par les « non ». Ainsi, selon le quotidien, « Danas » de Belgrade, le politologue Jovan Teokarev souligne : « Les plus graves conséquences de la crise actuelle de l'UE concernent l'élargissement de l'UE. Celle-ci ne sera pas suspendue mais le contrôle des candidats sera plus rigoureux et il durera plus longtemps. »

Dans l'opinion de l'Albanie on retrouve des réactions similaires. La longueur d'attente dans la zone d'attente paraît évidente aux analystes du pays qui ont une approche critique envers la situation du pays, envers les institutions et les acteurs politiques et économiques, à l'encontre des promesses pour une intégration rapide, qui viennent des dirigeants.

C'est pour cela que Genc Burimi dans le quotidien « Shekulli » tente de trouver un aspect consolatoire dans le prolongement de l'attente, de retourner l'amertume en consolation, de réduire la manipulation politique ou la perspective de l'intégration a été utilisée également pour masquer l'irresponsabilité et

l'incompétence des gouvernants : « Ces débats seraient dès lors orientés non plus vers une intégration européenne virtuelle mais vers les problèmes concrets de l'Albanie : lorsqu'on voit les avatars de l'Europe, on a plus de raisons à demander aux leaders politiques albanais de ne pas promettre une Europe peu sûre, mais du travail, de l'eau et de l'énergie en Albanie. »

Dans l'opinion du Kosovo la crise provoquée par les « non » à la Constitution européenne a aiguisé l'attention envers la démarche et les pas que l'UE entreprendra dans la solution de cette question, dont dépend non seulement le statut international des institutions du Kosovo, mais également son développement économique et social.

La presse en langue albanaise du Kosovo s'interroge, en particulier, sur les conséquences éventuelles dans les stratégies de l'Europe et des Etats Unis par rapport à cette question : une position commune ou des divergences qui peuvent reporter de nouveau la solution et ainsi prolonger indéfiniment. Cette question est effectivement un défi majeur pour l'UE et pour son projet de l'intégration des Balkans de l'Ouest en son sein, qui devrait leur permettre une reconstruction dans un cadre démocratique et le dépassement des obstacles qui ont alimentés les animosités et les conflits.